Le Burundi ouvre un dossier pénal contre France 3 et Me Bernard Maingain

PANA, 29 janvier 2016 Burundi : des procÃ©dures contre France 3 et un avocat belge pour "complot contre lâ€™autoritÃ© de lâ€™Etat" Bujumbura, Burundi - Un dossier pÃ©nal Ã charge de France 3 et de Me Bernard Maingain a Ã©tÃ© ouvert sous plusieurs chefs dâ€™accusation, dont le "complot contre lâ€™autoritÃ© de lâ€™Etat", trois semaines aprÃ¨s la diffusion, par la de tÃ©lÃ©vision franÃ§aise, dâ€™images provenant de lâ€™avocat du barreau de Bruxelles, en Belgique, qui montraient des s horribles et froides faites dâ€™exÃ©cutions sommaires, de torture et de mutilation sur des opposants burundais, attribuÃ©es au "Imbonerakure", de jeunes affiliÃ©s au parti au pouvoir, a rapportÃ©, vendredi, la radio nationale, citant une source haut placÃ©e dans lâ€™appareil judiciaire burundais.

Dâ€™aprÃ¨s la mÃªme source, le dossier est maintenant entre les mains de Aristide Nsengiyumva, lâ€™actuel procureur de la RÃ©publique Ã Karusi, une province reculÃ©e de lâ€™est du Burundi oÃ¹ les scÃ¨nes dâ€™horreur supposÃ©es ont Ã©tÃ© fil de dÃ©cembre dernier. Plusieurs autres chefs dâ€™accusation ont Ã©tÃ© retenus, comme lâ€™"attentat contre lâ€™autoritÃ© lâ€™"attentat contre la sÃ»retÃ© intÃ©rieure de lâ€™Etat" ou encore lâ€™"outrage envers le chef de lâ€™Etat", a dÃ©taillÃ© l RÃ©publique Ã Karusi, en prÃ©cisant que la liste nâ€™Ã©tait toutefois pas "exhaustive", parce que les enquÃªtes continuaient Lâ€™affaire arrive en justice, deux semaines aprÃ¨s une dÃ©claration du gouvernement burundais qui sâ€™Ã©tait montrÃ©e particuliÃ¨rement sÃ©vÃ¨re Ã la fois envers France 3 et plusieurs autres mÃ©dias occidentaux, dont Radio France internationale (RFI) et la chaÃ®ne de tÃ©lÃ©vision France 24, pour leur couverture jugÃ©e "tendancieuse" des Ã©vÃ©nements rapport avec la crise du moment au Burundi qui est liÃ©e, en grande partie, Ã un conflit Ã©lectoral violent mal rÃ©solu entre le pouvoir et lâ€™opposition depuis plus de neuf mois. Certains de ces mÃ©dias ont dÃ©jÃ fait les frais de la crise comme câ€™ cas du correspondant local de RFI et de lâ€™agence France presse (AFP), Esdras Ndikumana, qui a Ã©tÃ© obligÃ© de fuir son pays aprÃ¨s sâ€™Ãªtre plaint de mauvais traitements de la part des services spÃ©ciaux du renseignement burundais pour une prise Ã chaud dâ€™images sur le lieu dâ€™assassinat dâ€™un influent gÃ©nÃ©ral de lâ€™armÃ©e nationale, Adolphe Nshim attentat spectaculaire Ã la roquette, en pleine journÃ©e, dans la ville de Bujumbura. Pas plus tard que jeudi encore, un envoyÃ© spÃ©cial du journal franÃ§ais le Monde, Jean-Philippe RÃ©my, et un photographe britannique, Phil Moore, travaillant Ã©galement pour le compte du Monde et de lâ€™agence France-Presse, ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s, en compagnie de 15 autres jeu burundais prÃ©sentÃ©s par la police comme Ã©tant de prÃ©sumÃ©s "malfaiteurs" en armes, dans un quartier contestataire du rÃ©gime Ã Bujumbura. Les deux journalistes sont toujours dÃ©tenus par la police burundaise, officiellement pour des besoins dâ€™enquÃªtes poussÃ©es sur les raisons exactes de leur prÃ©sence Ã Nyakabiga, lâ€™un des quartiers de la capita burundaise oÃ¹ subsiste une insurrection contre le troisiÃ¨me mandat du chef de lâ€™Etat actuel, Pierre Nkurunziza, jugÃ© contraire Ã la constitution et lâ€™accord dâ€™aoÃ»t 2000, Ã Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la rÃ©conciliation nationale. dÃ©claration officielle du 18 janvier allait encore plus loin en se demandant Â« si les autoritÃ©s franÃ§aises approuvent les actions dÃ©stabilisatrices de ses mÃ©dias, ou sâ€™il sâ€™agit dâ€™initiatives personnelles de chaque organe Ã des fins pure commerciales, auquel cas le gouvernement burundais prendra les dispositions appropriÃ©es pour mettre fin Ã la promotion du mensonge, de la haine et des violences qui en dÃ©coulent, sans exclure la traduction en justice des auteurs de ces montages Â». La conviction exprimÃ©e dans la dÃ©claration par le gouvernement burundais est que lâ€™argument du troisiÃ¨me mandat du PrÃ©sident Nkurunziza "nâ€™est quâ€™un prÃ©texte pour justifier la mise en exÃ©cution dâ€™un plan d dÃ©stabilisation du Burundi Ã©laborÃ© depuis de longues dates Ã travers tous ces montages visant Ã manipuler et induire en erreur lâ€™opinion internationale, jusquâ€™au secrÃ©tariat gÃ©nÃ©ral des Nations unies et Ã lâ€™Union europÃ©enne". La internationale soutient officiellement le dialogue inclusif de tous les protagonistes de la crise au Burundi, tout en excluant pas le recours Ã une force dâ€™interposition en cas dâ€™aggravation de la situation dans ce pays des Grands Lacs africains d on dÃ©nombre dÃ©jÃ au moins 400 tuÃ©s et autour de 300.000 rÃ©fugiÃ©s en neuf mois dâ€™une logique de la violence qui sur celui dâ€™une solution nÃ©gociÃ©e et pacifique. MalgrÃ© le refus du gouvernement dâ€™ingÃ©rence dans les affaires in du pays, un sommet ordinaire des chefs dâ€™Etat et de gouvernement des pays membres de lâ€™Union africaine (Ua) prÃ©vo en principe, de se pencher, ce week-end, sur les voies et moyens de sortir le Burundi de la crise, y compris par un dÃ©ploiement dâ€™une mission militaire africaine de stabilisation forte dâ€™au moins 5.000 militaires.